

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 365/98 de la Commission, du 16 février 1998, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 1

* Règlement (CE) n° 366/98 de la Commission, du 16 février 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1773/97 relatif à une mesure particulière d'intervention pour les céréales en Finlande et en Suède 3

Règlement (CE) n° 367/98 de la Commission, du 16 février 1998, fixant, pour le mois de janvier 1998, le taux de conversion agricole spécifique du montant du remboursement des frais de stockage dans le secteur du sucre 4

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

98/145/CE:

* Décision du Conseil, du 12 février 1998, concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, de la modification des annexes I et II de la convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, arrêtée lors de la cinquième session de la conférence des parties à la convention 6

Commission

98/146/CE:

* Décision de la Commission, du 6 février 1998, concernant l'importation d'animaux vivants des espèces ovine et caprine en provenance de l'Uruguay et modifiant la décision 79/542/CEE du Conseil (1) 8

(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

98/147/CE:

- * **Décision de la Commission, du 13 février 1998, fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture originaires du Bangladesh ⁽¹⁾** 13

98/148/CE:

- * **Décision de la Commission, du 13 février 1998, modifiant la décision 97/296/CE établissant la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation des produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine ⁽¹⁾** 18

Rectificatifs

- * **Rectificatif au règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil du 7 juillet 1997 visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (JO L 209 du 2. 8. 1997.)** 20

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 365/98 DE LA COMMISSION
du 16 février 1998

établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix
d'entrée de certains fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2375/96 ⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,
vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95 ⁽⁴⁾, et notamment son article 3 paragraphe 3,
considérant que le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'im-

portation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe;

considérant que, en application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 17 février 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 février 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 337 du 24. 12. 1994, p. 66.

⁽²⁾ JO L 325 du 14. 12. 1996, p. 5.

⁽³⁾ JO L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 16 février 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(en écus par 100 kg)

| Code NC | Code des pays tiers ⁽¹⁾ | Valeur forfaitaire à l'importation |
|--|------------------------------------|------------------------------------|
| 0702 00 00 | 204 | 46,4 |
| | 212 | 106,3 |
| | 624 | 185,9 |
| | 999 | 112,9 |
| 0707 00 05 | 052 | 124,3 |
| | 068 | 132,9 |
| | 999 | 128,6 |
| 0709 10 00 | 220 | 167,8 |
| | 999 | 167,8 |
| 0709 90 70 | 052 | 139,9 |
| | 204 | 152,8 |
| | 999 | 146,3 |
| 0805 10 10, 0805 10 30, 0805 10 50 | 052 | 37,1 |
| | 204 | 37,4 |
| | 212 | 41,8 |
| | 220 | 45,9 |
| | 600 | 50,8 |
| | 624 | 54,9 |
| | 999 | 44,7 |
| | 999 | 78,3 |
| 0805 20 10 | 204 | 78,3 |
| | 999 | 78,3 |
| 0805 20 30, 0805 20 50, 0805 20 70, 0805 20 90 | 052 | 62,6 |
| | 204 | 66,0 |
| | 464 | 82,7 |
| | 600 | 111,1 |
| | 624 | 75,6 |
| | 662 | 47,6 |
| | 999 | 74,3 |
| | 999 | 74,3 |
| 0805 30 10 | 052 | 78,5 |
| | 204 | 53,5 |
| | 600 | 90,4 |
| | 999 | 74,1 |
| | 999 | 74,1 |
| 0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90 | 060 | 53,0 |
| | 400 | 89,2 |
| | 404 | 103,0 |
| | 720 | 79,8 |
| | 728 | 81,1 |
| | 999 | 81,2 |
| | 999 | 81,2 |
| 0808 20 50 | 064 | 97,4 |
| | 388 | 97,1 |
| | 400 | 141,6 |
| | 528 | 100,3 |
| | 999 | 109,1 |

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2317/97 de la Commission (JO L 321 du 22. 11. 1997, p. 19). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 366/98 DE LA COMMISSION**du 16 février 1998****modifiant le règlement (CE) n° 1773/97 relatif à une mesure particulière d'intervention pour les céréales en Finlande et en Suède**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission⁽²⁾,

vu le règlement (CE) n° 1501/95 de la Commission du 29 juin 1995 établissant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil en ce qui concerne l'octroi des restitutions à l'exportation ainsi que les mesures à prendre, en cas de perturbation, dans le secteur des céréales⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2052/97⁽⁴⁾,

considérant que, par le règlement (CE) n° 1773/97 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 268/98⁽⁶⁾, une adjudication de la restitution a été ouverte pour l'exportation d'avoine produite en Finlande et en Suède vers tous les pays tiers; que, dans la situation actuelle, il se révèle opportun d'augmenter la quantité mise en adjudication;

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 février 1998.

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'article 1^{er}, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1773/97 est modifié comme suit:

«1. Une mesure particulière d'intervention, sous forme d'une restitution à l'exportation, est appliquée pour 500 000 tonnes d'avoine produite en Finlande et en Suède, et destinée à être exportée à partir de la Finlande et de la Suède vers tous les pays tiers.

L'article 13 du règlement (CEE) n° 1766/92 ainsi que les dispositions prises en application de cet article sont applicables *mutatis mutandis* à ladite restitution.»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

⁽³⁾ JO L 147 du 30. 6. 1995, p. 7.

⁽⁴⁾ JO L 287 du 21. 10. 1997, p. 14.

⁽⁵⁾ JO L 250 du 13. 9. 1997, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 25 du 31. 1. 1998, p. 76.

RÈGLEMENT (CE) N° 367/98 DE LA COMMISSION**du 16 février 1998****fixant, pour le mois de janvier 1998, le taux de conversion agricole spécifique du montant du remboursement des frais de stockage dans le secteur du sucre**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1599/96 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95 ⁽⁴⁾,

vu le règlement (CEE) n° 1713/93 de la Commission, du 30 juin 1993, établissant des modalités particulières pour l'application du taux de conversion agricole dans le secteur du sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 59/97 ⁽⁶⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 3,

considérant que l'article 1^{er} paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1713/93 dispose que le montant du remboursement des frais de stockage visé à l'article 8 du règlement (CEE) n° 1785/81 est converti en monnaies nationales en utilisant un taux de conversion agricole spécifique égal à la moyenne, calculée *pro rata temporis*, des taux de

conversion agricoles applicables pendant le mois de stockage; que ce taux de conversion agricole spécifique doit être fixé chaque mois pour le mois précédent;

considérant que l'application de ces dispositions conduit à fixer, pour le mois de janvier 1998, le taux de conversion agricole spécifique du montant du remboursement des frais de stockage dans les différentes monnaies nationales, comme indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le taux de conversion agricole spécifique à utiliser pour la conversion du montant du remboursement des frais de stockage visé à l'article 8 du règlement (CEE) n° 1785/81 dans chacune des monnaies nationales est fixé, pour le mois de janvier 1998, comme indiqué en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 17 février 1998.

Il est applicable avec effet à partir du 1^{er} janvier 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 février 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO L 206 du 16. 8. 1996, p. 43.

⁽³⁾ JO L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 159 du 1. 7. 1993, p. 94.

⁽⁶⁾ JO L 14 du 17. 1. 1997, p. 25.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 16 février 1998, fixant, pour le mois de janvier 1998, le taux de conversion agricole spécifique du montant du remboursement des frais de stockage dans le secteur du sucre

| Taux de conversion agricole spécifique | | |
|--|----------|---------------------------------|
| 1 écu = | 40,9321 | francs belges ou luxembourgeois |
| | 7,54917 | couronnes danoises |
| | 1,98243 | mark allemand |
| | 312,011 | drachmes grecques |
| | 167,153 | pesetas espagnoles |
| | 6,68769 | francs français |
| | 0,780537 | livre irlandaise |
| | 1 973,93 | lires italiennes |
| | 2,23273 | florins néerlandais |
| | 13,9485 | schillings autrichiens |
| | 201,412 | escudos portugais |
| | 6,02811 | marks finlandais |
| | 8,67881 | couronnes suédoises |
| | 0,695735 | livre sterling |

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 12 février 1998

concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, de la modification des annexes I et II de la convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, arrêtée lors de la cinquième session de la conférence des parties à la convention

(98/145/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 130 S, paragraphe 1, ainsi que son article 228, paragraphe 2, première phrase, et paragraphe 3, premier alinéa,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen ⁽²⁾,

considérant que la Communauté européenne est partie contractante à la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, en vertu de la décision 82/461/CEE ⁽³⁾;

considérant qu'à la cinquième session de la conférence des parties, qui s'est tenue à Genève du 10 au 16 avril 1997, vingt et une espèces migratrices menacées ont été ajoutées à l'annexe I de la convention et vingt-deux espèces ajoutées à l'annexe II de la convention; que la Commission a pris part à cette réunion au nom de la Communauté;

considérant qu'onze de ces espèces sont couvertes par la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ⁽⁴⁾;

considérant que, en application de l'article XI de la convention, les modifications des annexes de la convention sont applicables par toutes les parties, à l'exception de celles qui émettent une réserve conformément au paragraphe 6 dudit article, quatre-vingt-dix jours après la session de la conférence des parties au cours de laquelle elles ont été adoptées;

considérant que la Communauté doit approuver les modifications des annexes I et II de la convention adoptées lors de la cinquième session des parties contractantes, conformément à l'article XI de la convention,

DÉCIDE:

Article premier

L'inclusion des espèces *Lutra provocax*, *Lutra felina*, *Pontoporia blainvillei*, *Hippocamelus bisulcus*, *Spheniscus humboldti*, *Diomedea amsterdamensis*, *Phoenicoparrus andinus*, *Phoenicoparrus jamesi*, *Anser erythropus*, *Branta ruficollis*, *Marmaronetta angustirostris*, *Aythya nyroca*, *Polysticta stelleri*, *Aquila clanga*, *Aquila heliaca*, *Falco naumanni*, *Sarothrura ayresi*, *Chettusia gregaria*, *Larus atlanticus*, *Hirundo atrocaerulea*, *Acrocephalus paludicola* à l'annexe I de la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, et des espèces *Phocoena spinipinnis*, *Phocoena deroptica*, *Cephalorhynchus eutropia*, *Lagomorhynchus obscurus*, *Spheniscus demersus*, *Diomedea exulans*, *Diomedea epomophora*, *Diomedea irrorata*, *Diomedea nigripes*, *Diomedea immutabilis*, *Diomedea melanophris*, *Diomedea bulleri*, *Diomedea cauta*, *Diomedea chlororhynchus*, *Diomedea chrysostoma*, *Phoebastria fusca*, *Phoebastria palpebrata*, *Sarothrura ayresi*, *Crex crex*, *Amazona tucumana*, *Hirundo atrocaerulea*, *Acrocephalus paludicola* à l'annexe II de cette même convention est approuvée au nom de la Communauté européenne.

⁽¹⁾ JO C 267 du 3. 9. 1997, p. 66.

⁽²⁾ JO C 339 du 10. 11. 1997.

⁽³⁾ JO L 210 du 19. 7. 1982, p. 10.

⁽⁴⁾ JO L 103 du 25. 4. 1979, p. 1.

Article 2

La présente décision est publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 12 février 1998.

Par le Conseil

Le président

J. BATTLE

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 6 février 1998

concernant l'importation d'animaux vivants des espèces ovine et caprine en provenance de l'Uruguay et modifiant la décision 79/542/CEE du Conseil

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(98/146/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 72/462/CEE du Conseil, du 12 décembre 1972, concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, de viandes fraîches et de produits à base de viande en provenance des pays tiers⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 96/91/CE⁽²⁾, et notamment son article 3,

considérant que la décision 79/542/CEE du Conseil⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 97/736/CE de la Commission⁽⁴⁾, établit une liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine, d'équidés, d'ovins et de caprins, de viande fraîche et de produits à base de viande;

considérant qu'à la suite de missions vétérinaires de la Communauté, il apparaît que l'Uruguay dispose de services vétérinaires suffisamment bien structurés et organisés;

considérant que la vaccination contre la fièvre aphteuse est interdite en Uruguay;

considérant que l'Uruguay doit être ajouté sur la liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation d'ovins et de caprins;

considérant que la décision 79/542/CEE doit être modifiée en conséquence;

considérant que les conditions spécifiques de police sanitaire et de certification vétérinaire pour l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine d'équidés, d'ovins et de caprins, de viande fraîche et de produits à base de viande doivent être arrêtées dans d'autres décisions en fonction de la situation sanitaire du pays tiers concerné;

considérant que les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La partie I de l'annexe de la décision 79/542/CE est remplacée par l'annexe de la présente décision.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 6 février 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 302 du 31. 12. 1972, p. 28.

⁽²⁾ JO L 13 du 16. 1. 1997, p. 26.

⁽³⁾ JO L 146 du 14. 6. 1979, p. 15.

⁽⁴⁾ JO L 295 du 29. 10. 1997, p. 37.

ANNEXE

« Les importations doivent respecter les conditions de santé animale et publique adéquates. »

PARTIE 1

ANIMAUX VIVANTS, VIANDES FRAÎCHES ET PRODUITS À BASE DE VIANDE

| Pays Code ISO | Pays | | | | Viandes fraîches et produits à base de viande "Domestique" | | | | Viandes fraîches "Sauvage" | | Animaux vivants | | | | Santé animale | | | Santé publique |
|------------------|------|-----|---|---|--|---|---|-----|----------------------------|---|-----------------|-----|---|--------|------------------|---------------------------|-----------------|----------------|
| | B | O/C | P | E | B/O | E | B | O/C | P | E | B | O/C | P | E | Viandes fraîches | Produits à base de viande | Animaux vivants | Résidus |
| AL | 0 | x | x | x | 0 | x | 0 | x | x | 0 | x | 0 | 0 | 0 | | | | 0 |
| AR | x | x | 0 | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | (3) | | XR |
| AU | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | XR |
| BA | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | 0 | |
| BG | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | XR | |
| BH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | (3)(4) | | 0 | |
| BR | x | x | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | x | | | (5) | XR | |
| BW | x | x | 0 | x | x | x | 0 | 0 | x | x | 0 | 0 | 0 | (1)(2) | (3) | | XR | |
| BY | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | (c) | |
| BZ | x | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 | |
| CA | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | XR (a) | |
| CH | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | XR | |
| CL | x | x | 0 | x | x | x | 0 | 0 | x | x | 0 | 0 | x | (1) | (3) | | XR | |
| CN | 0 | 0 | x | x | x | x | 0 | 0 | x | x | 0 | 0 | 0 | (1) | (3) | | 0 | |
| CO | x | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | | (3) | | 0 | |
| CR | x | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 | |

| | | B | O/C | P | E | B/O | E | B | O/C | P | E | B | O/C | P | E | Vian­des fraîches | Pro­duits à base de viande | Animaux vivants | Résidus |
|----|---------------------------------------|---|-----|---|---|-----|---|---|-----|---|---|---|-----|---|---|-------------------|----------------------------|-----------------|---------|
| CU | Guba | x | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | | o |
| CY | Chypre | x | x | x | x | x | x | o | o | x | x | o | o | x | x | | | | xr |
| CZ | République tchèque | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | xr |
| DZ | Algérie | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | x | | | | o |
| BE | Estonie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | (c) |
| ET | Éthiopie | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | o |
| GL | Groenland | x | x | o | x | x | x | o | x | o | x | o | x | o | x | (1) | | | xr |
| GT | Guatemala | x | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | | o |
| HK | Hong-kong | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | o |
| HN | Honduras | x | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | | o |
| HR | Croatie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | xr |
| HU | Hongrie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | xr |
| IL | Israël | o | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | x | | (3) | | o |
| IN | Inde | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | o |
| IS | Islande | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | xr |
| KE | Kenya | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | o |
| LI | Lituanie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | (c) |
| LV | Lettonie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | o |
| MA | Maroc | o | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | x | | (3) | | xr |
| MG | Madagascar | x | x | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | (3) | | xr |
| MK | Ex-république yougoslave de Macédoine | o | x | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | x | | | | xr |
| MT | Malte | x | o | x | x | o | x | o | o | x | x | o | o | x | x | | (3) | | xr |
| MU | Maurice | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | x | | (3) | | o |

| | | B | O/C | P | E | B/O | E | B | O/C | P | E | B | O/C | P | E | Vian­des fraîches | Pro­duits à base de viande | Animaux vivants | Résidus |
|----|------------------------------------|---|-----|---|---|-----|---|---|-----|---|---|---|-----|---|---|-------------------|----------------------------|-----------------|---------|
| MX | Mexique | x | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | x | | | | XR |
| NA | Namibie | x | x | o | x | x | x | o | o | o | x | o | o | o | o | (1)(2) | (3) | | XR |
| NI | Nicaragua | x | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | o | |
| NO | Norvège | | x | | | | | | | | | | | | | | | | XR |
| NZ | Nouvelle-Zélande | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | XR |
| PA | Panama | x | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | o | |
| PL | Pologne | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | XR |
| PY | Paraguay | x | x | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | x | | (3) | | XR |
| RO | Roumanie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | XR |
| RU | Russie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1)(2) | | (5) | (c) |
| SG | Singapour | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | o |
| SI | Slovénie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | XR |
| SK | République slovaque | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | XR |
| SV | El Salvador | x | x | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | | o |
| SZ | Swaziland | x | o | o | x | x | x | o | o | o | x | o | o | o | o | (1)(2) | (3) | | XR |
| TH | Thaïlande | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | o |
| TN | Tunisie | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | x | | (3)(4) | | (c) |
| TR | Turquie | o | o | o | x | o | x | o | o | o | x | o | o | o | o | | | | o |
| UA | Ukraine | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | x | | | | (c) |
| US | États-Unis d'Amérique | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | | | XR (b) |
| UY | Uruguay | x | x | o | x | x | x | o | x | o | x | o | x | o | x | | (3) | | XR |
| YU | République fédérale de Yougoslavie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | (1) | | | XR |
| ZA | Afrique du Sud | x | x | x | x | x | x | o | x | x | x | o | x | x | x | (1)(2) | (3) | (5) | XR |
| ZW | Zimbabwe | x | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | o | | (3) | | XR |

B = bovins (y compris les buffles et les bisons)
 O/C = ovins et caprins
 P = porcins
 E = équidés
 B/O = bi-ongulés
 x = autorisés
 o = non autorisés

Observations spéciales

- (1) À l'exclusion des viandes des porcins sauvages.
 (2) À l'exclusion des viandes non désossées et des abats.
 (3) Nonobstant les restrictions mentionnées sur la liste ci-dessus, sont autorisés les produits à base de viande qui ont subi un traitement par la chaleur dans un récipient hermétiquement clos à une valeur F_0 supérieure ou égale à 3.
 (4) Nonobstant les restrictions mentionnées sur la liste ci-dessus, sont autorisés les produits à base de viande qui ont été cuits à cœur à une température d'au moins 80 °C.
 (5) Les États membres autorisent uniquement les importations d'équidés conformément à la décision 92/160/CEE de la Commission établissant la régionalisation.
 (6) Jusqu'à l'adoption des dispositions spécifiques en application de l'article 13 paragraphe 2 de la directive 90/426/CEE du Conseil, les États membres ne peuvent importer des équidés en provenance de ce pays.

Notes additionnelles

XR Le plan concernant les résidus dans les animaux et les viandes fraîches des substances à effet thyrostatique, androgène, œstrogène et gestagène et pour les substances autres que celles ayant un effet hormonal a été approuvé par la Commission.

Les équidés autres que les équidés de boucherie sont importés sans que le pays tiers concerné soit soumis à l'obligation de présenter un plan.

- (a) En ce qui concerne les importations d'animaux vivants de l'espèce bovine, celles-ci sont restreintes aux bovins destinés à la reproduction et aux veaux de races laitières âgés de moins de quinze jours destinés à l'engraissement.
 (b) En ce qui concerne les importations de viandes bovines destinées à la consommation humaine, celles-ci sont restreintes:
 i) soit à celles provenant de vaches ayant été affectées exclusivement à la production laitière;
 ii) soit aux viandes:
 — qui correspondent aux conditions convenues entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne
 et
 — qui ont été obtenues dans les établissements de viandes fraîches s'approvisionnant en animaux d'abattage auprès d'exploitations agréées par la Commission; les noms de ces établissements font l'objet d'une communication spécifique de la Commission aux États membres.
 (c) En ce qui concerne les importations de chevaux vivants pour l'abattage, des garanties suffisantes ont été reçues afin de permettre l'importation.*

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13 février 1998

fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture originaires du Bangladesh

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(98/147/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 95/71/CE ⁽²⁾, et notamment son article 11,

vu la directive 90/675/CEE du Conseil du 10 décembre 1990 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté ⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 96/43/CE ⁽⁴⁾, et notamment son article 19 paragraphe 7,

considérant qu'une mission de la Commission s'est rendue au Bangladesh afin de s'assurer des conditions de production, d'entreposage et d'expédition des produits de la pêche à destination de la Communauté;

considérant que les prescriptions de la législation du Bangladesh en matière d'inspection et de contrôle sanitaire des produits de la pêche peuvent être considérées comme équivalentes à celles fixées par la directive 91/493/CEE;

considérant que, au Bangladesh, le «Department of Fisheries — Fish Inspection and Quality Control (DF-FIQC) of Ministry of Fisheries and Livestock» est en mesure de vérifier de manière efficace l'application de la législation en vigueur;

considérant que les modalités de la certification visées à l'article 11, paragraphe 4, point a), de la directive 91/493/CEE comprennent la définition d'un modèle de certificat, le choix de la ou des langues de rédaction dudit certificat et le choix des qualités du signataire;

considérant qu'il importe, conformément à l'article 11, paragraphe 4, point b), de la directive 91/493/CEE d'apposer sur les emballages de produits de la pêche une marque comprenant le nom du pays tiers et le numéro d'agrément de l'établissement;

considérant que, conformément à l'article 11, paragraphe 4, point c), de la directive 91/493/CEE, il

importe d'établir une liste d'établissements, d'entrepôts frigorifiques et de bateaux congélateurs agréés; que cette liste doit être établie sur la base d'une communication à la Commission par le DF-FIQC; qu'il revient donc au DF-FIQC de s'assurer du respect des dispositions prévues à cette fin par l'article 11, paragraphe 4, de la directive 91/493/CEE;

considérant que le DF-FIQC a donné officiellement le 31 décembre 1997 des assurances quant au respect des règles énoncées au chapitre V de l'annexe de la directive 91/493/CEE et au respect d'exigences équivalentes à celles prescrites par ladite directive pour l'agrément des établissements;

considérant qu'il convient d'abroger la décision 97/513/CE de la Commission du 1^{er} août 1997 relative à certaines mesures de protection à l'égard de certains produits de la pêche originaires du Bangladesh ⁽⁵⁾;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le «Department of Fisheries — Fish Inspection and Quality Control (DF-FIQC) of Ministry of Fisheries and Livestock» est l'autorité compétente au Bangladesh pour vérifier et certifier la conformité des produits de la pêche et de l'aquaculture avec les exigences de la directive 91/493/CEE.

Article 2

Les produits de la pêche et de l'aquaculture originaires du Bangladesh doivent répondre aux conditions suivantes:

1) chaque envoi doit être accompagné d'un certificat sanitaire original numéroté, dûment complété, daté et signé comportant un seul feuillet, dont le modèle figure à l'annexe A;

2) les produits doivent provenir d'établissements agréés figurant sur la liste de l'annexe B;

⁽¹⁾ JO L 268 du 24. 9. 1991, p. 15.

⁽²⁾ JO L 332 du 30. 12. 1995, p. 40.

⁽³⁾ JO L 373 du 31. 12. 1990, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 162 du 1. 7. 1996, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 214 du 6. 8. 1997, p. 46.

- 3) chaque emballage, sauf en cas de produits de la pêche congelés en vrac et destinés à la fabrication de conserves, doit porter de façon indélébile le mot «BANGLADESH» et le numéro d'agrément de l'établissement d'origine;
- 4) ils doivent être préparés et emballés après la date du 31 décembre 1997.

Article 3

1. Le certificat visé à l'article 2, point 1, doit être établi au moins dans une des langues officielles de l'État membre où s'effectue le contrôle.
2. Le certificat doit porter le nom, les qualités et la signature du représentant du DF-FIQC, ainsi que le sceau

officiel du DF-FIQC, le tout dans une couleur différente de celle des autres mentions reprises sur le certificat.

Article 4

La décision 97/513/CE est abrogée.

Article 5

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 13 février 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE A

CERTIFICAT SANITAIRE

relatif aux produits de la pêche/de l'aquaculture à l'exclusion de mollusques bivalves, échinodermes, tuniciens et gastéropodes marins sous quelque forme que ce soit originaires du Bangladesh et destinés à la Communauté européenne

N° de référence:

Pays expéditeur: BANGLADESH

Autorité compétente: Department of Fisheries — Fish Inspection and Quality Control (DF-FIQC) of Ministry of Fisheries and Livestock

I. Identification des produits de la pêche

Description du produit: de la pêche/de l'aquaculture ⁽¹⁾

— espèces (noms scientifiques):

— état ⁽²⁾ et nature du traitement:

Numéro de code (éventuel):

Nature de l'emballage:

Nombre d'unités d'emballage:

Poids net:

Température d'entreposage et de transport requise:

II. Origine des produits de la pêche

Nom(s) et numéro(s) d'agrément officiel de l'(des) établissement(s) agréé(s) par le DF-FIQC pour l'exportation vers la CE:

.....

.....

.....

III. Destination des produits de la pêche

Les produits de la pêche sont expédiés

de:

(Lieu d'expédition)

à:

(Pays et lieu de destination)

par le moyen de transport suivant:

Nom et adresse de l'expéditeur:

.....

.....

Nom du destinataire et adresse du lieu de destination:

.....

.....

⁽¹⁾ Rayer la mention inutile.

⁽²⁾ Vivants, réfrigérés, congelés, salés, fumés, en conserve, etc.

IV. Attestation sanitaire

— L'inspecteur officiel certifie que les produits de la pêche ou de l'aquaculture désignés ci-dessus:

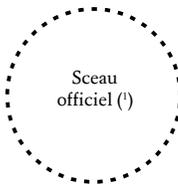
- 1) ont été capturés et manipulés à bord des navires conformément aux règles d'hygiène fixées par la directive 92/48/CEE;
- 2) ont été débarqués, manipulés, et le cas échéant, emballés, préparés, transformés, congelés, décongelés ou entreposés de façon hygiénique dans le respect des exigences des chapitres II, III et IV de l'annexe de la directive 91/493/CEE;
- 3) ont été soumis à un contrôle sanitaire conformément au chapitre V de l'annexe de la directive 91/493/CEE;
- 4) ont été emballés, identifiés, entreposés et transportés conformément aux chapitres VI, VII et VIII de l'annexe de la directive 91/493/CEE;
- 5) ne proviennent pas d'espèces toxiques ou contenant des biotoxines;
- 6) respectent les critères organoleptiques, parasitologiques, chimiques et microbiologiques fixés pour certaines catégories de produits de la pêche par la directive 91/493/CEE et par ses décisions d'application.

— L'inspecteur officiel soussigné déclare avoir connaissance des dispositions prévues par les directives 92/48/CEE, 91/493/CEE et par la décision 98/147/CE.

Fait à, le

(Lieu)

(Date)



Sceau
officiel (*)

.....
Signature de l'inspecteur officiel (*)

.....
(Nom en capitales, titre et qualité du signataire)

(*) La couleur du sceau et de la signature doit être différente de celle des autres mentions du certificat.

ANNEXE B

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS AGRÉÉS

| Numéro d'agrément | Nom de l'établissement | Adresse | Agrément délivré jusqu'à |
|-------------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------|
| CTG-35 | Apex Foods Ltd | Sagarika Road, Chittagong | 28.2.1999 |
| CTG-31 | SAR & Co. Ltd | Sagarika Road, Chittagong | 28.2.1999 |
| CTG-33 | Meenhar Sea Foods Ltd | Kulurghat, Chittagong | 28.2.1999 |
| KLN-18 | Lockpur Fish Processing Co. Ltd | Rupsha, Khulna | 28.2.1999 |
| KLN-08 | Asian Sea Food Ltd | Shipyards Road, Khulna | 28.2.1999 |
| KLN-01 | Sigma Sea Foods Ltd | Rupsha, Khulna | 28.2.1999 |

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13 février 1998

modifiant la décision 97/296/CE établissant la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation des produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(98/148/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, vu le traité instituant la Communauté européenne, vu la décision 95/408/CE du Conseil du 22 juin 1995 concernant les modalités d'établissement pour une période transitoire, de listes provisoires des établissements de pays tiers dont les États membres sont autorisés à importer certains produits d'origine animale, produits de la pêche et mollusques bivalves vivants⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 97/34/CE⁽²⁾, et notamment son article 2, paragraphe 2,

considérant que la décision 97/296/CE de la Commission⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 97/877/CE⁽⁴⁾, a établi la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation des produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine;

considérant que la décision 98/147/CE⁽⁵⁾ de la Commission a établi les conditions particulières d'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture originaires du Bangladesh; qu'il convient dès lors d'ajouter le Bangladesh à la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation de produits de la pêche est autorisée;

considérant que la directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche⁽⁶⁾ prévoit à son article 3, paragraphe 4, point b), que les mollusques bivalves transformés doivent, avant leur transformation, satisfaire aux dispositions visées à la

directive 91/492/CEE du Conseil⁽⁷⁾; que, en conséquence, la liste des pays tiers remplissant les conditions prévues par la directive 91/492/CEE s'applique également aux importations de mollusques bivalves, échinodermes, tuniciers et gastéropodes marins transformés;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe de la décision 97/296/CE est remplacée par l'annexe de la présente décision.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 13 février 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 243 du 11. 10. 1995, p. 17.

⁽²⁾ JO L 13 du 16. 1. 1997, p. 33.

⁽³⁾ JO L 122 du 14. 5. 1997, p. 21.

⁽⁴⁾ JO L 356 du 31. 12. 1997, p. 62.

⁽⁵⁾ Voir page 13 du présent Journal officiel.

⁽⁶⁾ JO L 268 du 24. 9. 1991, p. 15.

⁽⁷⁾ JO L 268 du 24. 9. 1991, p. 1.

ANNEXE

Liste des pays tiers à partir desquels l'importation de produits de la pêche, sous quelque forme que ce soit et destinés à l'alimentation humaine, est autorisée*I. Pays tiers faisant l'objet d'une décision spécifique sur la base de la directive 91/493/CE du Conseil*

| | | |
|----------------|---------------|------------------|
| Afrique du Sud | Côte-d'Ivoire | Mauritanie |
| Albanie | Équateur | Nouvelle-Zélande |
| Argentine | Gambie | Pérou |
| Australie | Îles Féroé | Philippines |
| Bangladesh | Inde | Russie |
| Brésil | Indonésie | Sénégal |
| Canada | Japon | Singapour |
| Chili | Madagascar | T'ai-wan |
| Colombie | Malaysia | Thaïlande |
| Corée du Sud | Maroc | Uruguay |

II. Pays tiers répondant aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la décision 95/408/CE du Conseil

| | | |
|-----------------------|------------|-----------|
| Belize | Honduras | Suisse |
| Chine | Îles Fidji | Surinam |
| Costa Rica | Maldives | Togo |
| Croatie | Mexique | Tunisie |
| Cuba | Namibie | Turquie |
| États-Unis d'Amérique | Pologne | Viêt-nam |
| Îles Falkland | Panamá | Venezuela |
| Groenland | Seychelles | |
| Guatemala | Slovénie | |

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil du 7 juillet 1997 visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs

(«Journal officiel des Communautés européennes» L 209 du 2 août 1997.)

Page 10, à l'article 16, sixième ligne:

au lieu de: «États membres n'étant pas en situation ...»,

lire: «États membres participants n'étant pas en situation ...».
